

**ARRÊTÉ SPÉCIAL DE DÉVERSEMENT (ASD)****LE PRÉSIDENT**

Vu le Code général des collectivités territoriales et en particulier ses articles L.2224-8 à L.2224-12 ;

Vu le Code de la santé publique et en particulier son article L.1331-10 ;

Vu le règlement sanitaire départemental ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO<sub>5</sub>, et en particulier son article 13 ;

Vu l'arrêté ministériel du 24 août 2017 modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le règlement du service de l'assainissement collectif et de gestion des eaux pluviales urbaines de la Communauté d'agglomération de l'Ouest Rhodanien (COR) ;

## DÉCIDE

### Article 1

L'établissement **Lachal Solutions SASU** sis 103, avenue de la pépinière à Thizy-les-Bourgs (69 240), est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues d'une activité d'aire de lavage de camions, dans le réseau d'assainissement via un branchement d'eaux usées.

- |                               |   |                              |
|-------------------------------|---|------------------------------|
| 1) Eaux domestiques           | <input checked="" type="checkbox"/> oui | <input type="checkbox"/> non |
| Toilettes/Vestiaires          |   |                              |
| 2) Eaux usées non domestiques | <input checked="" type="checkbox"/> oui | <input type="checkbox"/> non |
| Aire lavage de camions        |   |                              |

### Article 2

L'effluent doit contenir ou véhiculer une pollution compatible avec les réseaux de collecte et le traitement de la station d'épuration dans laquelle il se rejette selon les différentes prescriptions.

#### A. PRESCRIPTIONS GENERALES

Sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, les eaux usées autres que domestiques doivent :

- a) être neutralisées à un pH compris entre 5,5 et 8,5 ;
- b) être ramenées à une température inférieure ou au plus égale à 30°C ;
- c) ne pas contenir de matières ou de substances susceptibles :
  - de porter atteinte à la santé du personnel qui travaille dans le système de collecte ou à la station d'épuration,
  - d'endommager le système de collecte, la station d'épuration et leurs équipements connexes,
  - d'entraver le fonctionnement de la station d'épuration des eaux usées et le traitement des boues,
  - d'être à l'origine de dommages à la flore ou à la faune aquatiques, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignade...) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
  - d'empêcher l'évacuation des boues en toute sécurité d'une manière acceptable pour l'environnement ;

De plus ne sont pas déversées dans le système de collecte :

1° les matières solides, liquides ou gazeuses susceptibles d'être toxiques pour l'environnement, d'être la cause, soit d'un danger pour le personnel d'exploitation ou pour les habitants des immeubles raccordés au système de collecte, soit d'une dégradation des ouvrages d'assainissement et de traitement, soit d'une gêne dans leur fonctionnement ;

2° les déchets solides (lingettes, couches, sacs plastiques...), y compris après broyage ;

3° sauf dérogation accordée par le maître d'ouvrage du système de collecte, les eaux de source ou les eaux souterraines, y compris lorsqu'elles ont été utilisées dans des installations de traitement thermique ou des installations de climatisation ;

4° sauf dérogation accordée par les maîtres d'ouvrage du système de collecte et de la station de traitement des eaux usées, les eaux de vidange des bassins de natation ;

5° les matières de vidange, y compris celles issues des installations d'assainissement non collectif.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'établissement autorisé doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

#### **B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES EAUX USEES**

Les prescriptions particulières auxquelles doivent répondre les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, sont définies en annexe 1.

#### **C. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES AUX INSTALLATION DE PRETRAITEMENT(S) SUR SITE**

- Débourbeur séparateur hydrocarbure (cf fiche technique en annexe 3).

Les prescriptions particulières d'entretien auxquelles doivent répondre ces ouvrages sont définies en annexe 1.

#### **D. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES EAUX PLUVIALES**

Les eaux pluviales et autres eaux admissibles pourront être acceptées dans le réseau d'eaux pluviales sous réserve qu'elles respectent les critères de qualité des rejets directs au milieu récepteur, conformément à la réglementation en vigueur et à l'acceptation des organismes compétents. Elles ne seront pas raccordées au réseau d'eaux usées.

Tout autre rejet d'eaux usées dans le réseau d'eaux pluviales est interdit, sauf autorisation spécifique donnée par les autorités compétentes.

### **Article 3**

En contrepartie du service rendu, l'établissement, dont le déversement des eaux usées est autorisé par le présent arrêté, est soumis au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur et gérée par le délégataire du système d'assainissement.

### **Article 4**

Sans objet.

### **Article 5**

Cette autorisation est délivrée pour une période de **10 (dix) ans**, à compter de sa signature.

Toute demande de renouvellement de l'autorisation par l'établissement Lachal Solutions SASU doit être adressée à la COR, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté, en indiquant la durée souhaitée de renouvellement.

### **Article 6**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'établissement Lachal Solutions SASU devra en informer la COR.

Toute modification apportée par l'établissement autorisé, et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance de la COR.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration

chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive.

#### Article 7

L'établissement Lachal Solutions SASU est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à la COR, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte à l'environnement. Il précisera la nature et la quantité des produits déversés.

#### Article 8

L'établissement Lachal Solutions SASU facilitera l'accès des agents du service d'assainissement ou agissant pour son compte, à ses installations pour leur permettre d'effectuer toute inspection ou prélèvement nécessaire à l'exercice de leur mission de contrôle du bon respect des termes du présent arrêté.

Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de 2 (deux) mois à compter de la date de sa notification.

Fait à Tarare, le 16/09/2024

Le Président,  
Patrice VERCHÈRE



Copies de l'arrêté :

le délégataire du service d'assainissement  
le Maire de Thizy-les-Bourgs  
l'établissement Lachal Solutions SASU

## ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Les eaux usées autres que domestiques, dites "industrielles", en provenance de l'établissement Lachal Solutions SASU, doivent répondre aux prescriptions suivantes :

### A) Débits maxima autorisés :

Débit journalier moyen : 2 m<sup>3</sup>/j

### B) Installations de prétraitement / récupération

L'établissement Lachal Solutions SASU

- doit identifier les matières et substances générées de par son activité et susceptibles d'être rejetées dans le réseau public d'assainissement ;
- doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour récupérer ces produits et éviter leur déversement dans le réseau public d'assainissement, dans le respect des prescriptions générales mentionnées à l'article 2 du présent arrêté ;
- indique les installations de prétraitement / récupération mises en place à cet effet :
  - un débourbeur séparateur hydrocarbures

### C) Entretien des installations de prétraitement / récupération

L'établissement **Lachal Solutions SASU** a l'obligation de maintenir en permanence ses installations de prétraitement / récupération en bon état de fonctionnement, qu'elles soient existantes ou à créer.

Il doit, par ailleurs, s'assurer que les déchets récupérés par les dites installations sont éliminés dans les conditions réglementaires en vigueur.

Compte tenu de son activité et des caractéristiques de ces installations, l'établissement doit faire procéder à :

- ✓ Vidange du débourbeur séparateur hydrocarbures tous les 12 mois

**et chaque fois que nécessaire, fournir annuellement** au service assainissement de la COR les informations ou les certificats correspondants, attestant de l'entretien régulier de ses installations de prétraitement / récupération.

### D) Mise en conformité des rejets

Le présent arrêté est subordonné de la part de l'établissement **Lachal Solutions SASU** à une mise en conformité de ses installations existantes selon l'échéancier suivant :

Liste des points non conformes	Délai de mise en conformité
Index du compteur lavage et la date de sa pose	Immédiat à compter de la date de signature du présent Arrêté.

À l'échéance de ce délai de mise en conformité, la COR pourra procéder ou faire procéder à la fermeture du branchement.

#### **E) Aire de lavage volumes facturation**

L'établissement Lachal Solutions SASU sera facturé forfaitairement pour son aire de lavage afin de tenir compte de la pluviométrie sur la base suivante (aire de lavage= 60 m<sup>2</sup> \* 904 mm/an (source RAD) = 54 m<sup>3</sup>). La facturation sera basée sur le volume passé au sous compteur d'alimentation de l'aire de lavage + volume forfaitaire de 54 m<sup>3</sup>

Il fournira au service assainissement de la COR et à SUEZ l'index du compteur lavage le 1 janvier et 1 juillet de chaque année.

#### **F) Produits susceptibles d'avoir un impact sur les réseaux et/ou l'environnement**

Certains produits utilisés par l'établissement présentent un risque potentiel pour le système d'assainissement et le milieu naturel, avec des substances toxiques (hydrocarbures...). Ces derniers ne seront en aucun cas, déversés dans les réseaux humides. Ces produits dangereux sont stockés au sein d'un local fermé à clé et construit sur rétention.

## ANNEXE 2 : COORDONNÉES UTILES

### Contact :

#### - Service Cycle de l'eau de la COR :

3 rue de la Venne

69170 TARARE

04 74 89 58 82

[assainissement@c-or.fr](mailto:assainissement@c-or.fr)

#### - Le délégataire SUEZ Eau France

988 chemin Pierre Drevet

CS 20152

69141 RILLIEUX LA PAPE Cedex

Numéro d'astreinte 24h/24 : Suez Eau France : **09 77 40 84 08**

### Service facturation de SUEZ

Pour toutes questions concernant la facturation, vous pouvez solliciter le service Clients Grands Comptes sur : [eau.pro.ara@suez.com](mailto:eau.pro.ara@suez.com)

## **Séparateur hydrocarbures**